

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

CONSEIL NATIONAL ECONOMIQUE ET SOCIAL



Rapport sur

L'Etat de la Nation

Economique, Social et Environnemental

2020

Août 2020

Mot du président

La Constitutionnalisation puis la réactivation du Conseil National Economique, Social et Environnemental constituent indéniablement un moment fort dans la vie politique de la nation.

Intervenant en phase avec un contexte inédit de double crise sanitaire et économique impactant immanquablement tous les secteurs d'activité, la voie est tracée à travers les orientations et la nette détermination de Monsieur le Président de la République quant à l'impérieuse nécessité de déploiement sans ménagement de toutes les institutions républicaines chacune au regard des prérogatives qui lui sont dévolues et cela en vue d'opérer les multiples rattrapages nés de l'accumulation de dysfonctionnements et désordres préjudiciables à la collectivité nationale; dans ce cadre, le CNES est appelé, en sus de ses attributions légales, à accomplir *le rôle de médiateur entre le Gouvernement et les opérateurs économiques, en s'érigeant en cellule de veille pour le suivi de la mise en œuvre des recommandations de la conférence nationale sur le relance socio-économique, tenue les 18 et 19 Aout 2020.*

Force est de constater qu' à l'instar d'autres institutions consultatives, et en complémentarité objective avec le travail accompli par le Gouvernement, le Conseil se veut, depuis un semestre entamé dans l'année en cours, véritablement réhabilité dans ses nobles missions, comme l'a fermement souligné en différentes occasions Monsieur le Premier ministre, l'érigeant en cadre approprié à la fois de dialogue, de réflexion et de concertation entre les partenaires économiques et sociaux autour de l'ensemble des sujets et questions d'intérêt national. Il représente de fait un carrefour privilégié de citoyenneté et un marqueur de démocratie.

L'élargissement des questions aux préoccupations légitimes relatives à l'environnement est à coup sûr un jalon majeur dès lors qu'un défi comme la limitation et l'exploitation irresponsable des ressources constituent la traduction de la nécessaire prise en compte de contraintes transversales impliquant précisément et de façon dialectique les considérations d'ordre économique et social.

A ce titre, il m'est permis de me féliciter non seulement de l'aboutissement du rapport sur l'Etat de la Nation, en ce qu'il représente un Document-phare et un exercice désormais périodique, mais aussi et surtout de l'inclusion, clairement formulée pour la première fois dans ce rapport, de la dimension environnementale et cela en parfaite concordance avec le contenu des ODD à l'horizon 2030.

Il va de soi, que la synergie devant susciter plus grande visibilité et rayonnement accru, et apportée avec la publication d'autres rapports et/ou travaux en cours, est de nature à exprimer le ton nouveau en même temps que l'impulsion majeure donnés à la feuille de route du Conseil durant son mandat.

En droite ligne de la dynamique de rendre effectives les instances légales du Conseil, l'espoir est grandement permis d'entrer de plein pied dans un travail de renouveau passionnant et certainement enrichissant et constructif au service des attentes de la Nation.

Rendez-vous est pris à l'occasion du rapport 2021 !

Avant-Propos

Le présent Rapport constitue un diagnostic sur les principaux faits et données concernant l'activité économique, sociale et environnementale en Algérie durant la dernière décennie. Les experts sollicités en la circonstance se sont attelés à dresser une analyse qui se veut à la fois fine et objective en prenant soin de s'appuyer sur les données exprimées et transmises par les différents départements ministériels.

Force est de constater, à ce propos, l'énorme gap à combler principalement pour certaines institutions et organismes sous tutelle en matière de disponibilités de données et informations statistiques régulières. C'est pourquoi, le manque criant de statistiques-cibles (ou celles parvenues en retard et/ou amoindries) a constitué une réelle entrave à la prise en charge de segments entiers de l'analyse.

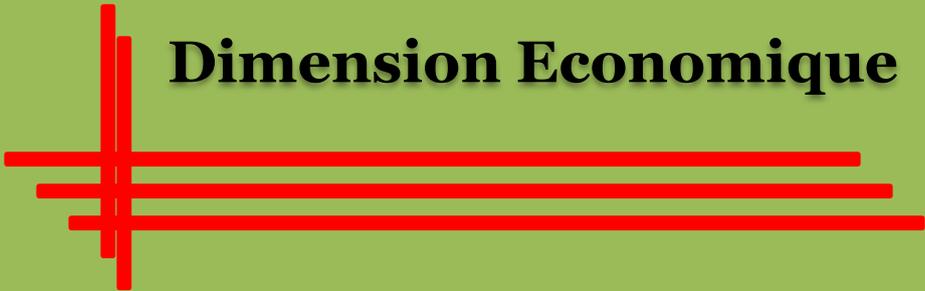
Ce rapport sur l'Etat de la Nation est dans sa version 2020 novateur en introduisant un chapitre dédié exclusivement à la question environnementale, au même titre que l'économique et le social. Cela augure de développements intéressants en matière d'analyse en relation avec l'atteinte notamment des Objectifs du Développement Durable à l'horizon 2030.

Il est articulé autour de deux grandes parties : l'une portant sur la Rapport analytique, constituant le cœur du rapport. L'autre est constituée d'une série de données chiffrées fort utiles, complémentaires dans certains aspects, au contenu du Rapport analytique ; ces statistiques commentées sous forme de Fiches thématiques couvrant les trois dimensions (économique, social et environnemental) sont agrémentées (pour certaines) de données provenant d'institutions étrangères de renommée établie (à l'exemple dans notre cas de « The Statista Country Report »).

Enfin, ce rapport a pour ambition de retrouver de façon irrémédiable son caractère d'exercice annuel laborieux et amélioré constamment avec l'aide inestimable des représentants des différents ministères et institutions dont il faut souligner l'abnégation et la totale disponibilité à accompagner le CNES dans la concrétisation de ce travail.



Rapport Analytique



Dimension Economique

Résumé

Les questions traitées dans la partie « économie » dans ce rapport dédié à « l'état économique et social de la nation » sont relatives aux politiques économiques se rapportant aux équilibres intérieur et extérieur, à la croissance économique, aux secteurs et aux infrastructures économiques. Les observations et analyses ont été fonction de l'information statistique et des rapports de conjoncture transmis par les différents secteurs.

Concernant l'équilibre intérieur, le rapport constate et analyse les différentes contraintes des finances publiques qui ne sont pas dues qu'à la baisse de la fiscalité des hydrocarbures faisant suite à celle du baril mais s'intéresse à la structure des dépenses et des recettes. Leur insoutenabilité à long terme est corrélative à leur structure qui a eu pour effet d'évincer des recettes fiscales importantes. Le rapport met en évidence que les ratios pertinents ont été « au rouge » y compris durant la période de grande aisance. L'Etat se trouve dans l'obligation d'ajuster ses dépenses et d'élargir l'assiette fiscale en redéfinissant l'impôt, en lutter contre l'informel et en revoyant le système des subventions qui s'est révélé injuste et couteux.

Les paiements extérieurs ont réagi à la baisse au prix du baril de la même manière que les finances publiques en raison de la quasi mono exportation pétrolière. L'amenuisement des paiements extérieurs et notamment celui des réserves de change place le pays aujourd'hui devant l'obligation de recourir à des ajustements des importations de biens et services en faisant attention à ne pas étouffer l'activité économique et en mettant une stratégie de diversification dont les premiers résultats n'apparaîtront que dans les moyen et long terme.

La croissance à long terme a été faible au regard de l'effort d'investissement comparativement aux pays de même taille ayant joui de moyens nettement plus faibles. Ce qui renvoie à l'affectation des ressources, au climat des affaires et au

système d'incitation. Elle a été volatile car fortement influencée à la hausse comme à la baisse par le secteur des hydrocarbures par le biais de son propre taux de croissance mais aussi par son poids dans le PIB. Le poids des services donne à l'économie algérienne une configuration tertiarisée fonctionnant comme un terreau pour l'informel. La croissance économique a été désindustrialisante. Le recul de l'industrie manufacturière pose un vrai challenge au pays en termes de réindustrialisation dans ses aspects investissement, concurrence des importations et mondialisation.

La croissance économique résulte de la dynamique des secteurs. Le secteur manufacturier est largement dominé par les industries agro-alimentaires, dominées à leur tour par le secteur privé. Les autres industries, les matériaux de constructions exclus contribuent marginalement au PIB. L'Agriculture a connu un grand développement sans toutefois desserrer l'état de la dépendance alimentaire. Les pouvoirs publics semblent résolus d'investir l'agriculture intensive dans le sud du pays pour y parvenir.

Le pays est doté depuis à l'issue des plans de développement d'un important capital infrastructurel qui demande à être complété afin qu'il libère tout son potentiel de croissance au profit des autres secteurs de l'économie.



Dimension Sociale

Résumé

Les déficits sociaux constituent un défi majeur pour le développement économique et la cohésion sociale. La problématique de la qualité du système éducatif en particulier (éducation de base, formation professionnelle, enseignement supérieur) et son adéquation avec les besoins en compétences du marché du travail se pose avec acuité. La persistance du chômage notamment pour les jeunes, les femmes, les diplômés, la faible participation des femmes à la force de travail, la précarisation de l'emploi (emploi non permanent, sous-emploi, informalité,...) sont autant d'autres défis. L'équivoque de l'inclusion des catégories vulnérables, les déficits et inégalités pour l'accès à l'éducation de base, aux services de santé, les limites de la couverture de la protection sociale sont des facteurs de risque pour la cohésion sociale et une barrière pour le développement économique. De nouvelles politiques audacieuses sont nécessaires pour la résorption de ces déficits.



Dimension Environnementale

Résumé

Cette section a pour objectif de dresser l'état des lieux des aspects environnementaux en Algérie.

La protection de l'environnement n'est plus une mesure de luxe pour les privilégiés ou les fortunés mais est devenue une question hautement stratégique pour le pays afin de préserver le milieu viable et garantir les bonnes conditions de bien-être de la population, et du développement socioéconomique d'une société.

Une opération de collecte de données et d'informations de tous les secteurs est initiée par le CNES. L'analyse de données collectées a permis de dresser un premier état des lieux d'abord sur l'état de l'environnement et surtout de la gouvernance de la protection de l'environnement sur les plans institutionnels et législatifs.

- Le présent rapport présente les trois volets environnementaux à savoir: les *changements climatiques*, les *déchets*, la *qualité* à travers trois aspects : l'air, l'eau, les forêts.

L'analyse a mis en évidence les indicateurs majeurs de l'environnement et les incohérences ou dysfonctionnements qui empêchent le développement socioéconomique du pays et de façon corrélée la mise en œuvre de certaines actions de protection de l'environnement inhibant les efforts et/ ou pouvant compromettre des retours sur investissement tangibles.

Devant le manque de données disponibles, le rapport ne prétend pas à l'exhaustivité de la couverture et n'a pas considéré de nombreux aspects tels que la biodiversité, le littoral et fonds marins, les zones frontalières et les pollutions transfrontalières, l'aménagement du territoire, et le secteur du bâtiment.